

entre les membres et le chef du cabinet ; et il fit appel à la population, l'invitant à se ranger à la suite d'un cabinet uni, homogène, loyal, sous le drapeau de la politique nationale, pour le plus grand bien du pays.

Suivons l'honorable monsieur au parlement. De concert avec les autres membres du cabinet, il donne son adhésion à la proclamation publique, déclarant que la paix, l'union continuent à régner ; de concert avec ses collègues, il fait prononcer le discours du trône par Son Excellence. A la Chambre, il fait lire ce même discours. Sur le feuillet de l'ordre du jour il, se fait inscrire comme l'auteur de la motion demandant la prise en considération du discours de Son Excellence ; et après avoir mis Son Excellence dans la position la plus embarrassante qu'il soit possible de concevoir, il pousse la lâcheté, la perfidie de démissionner dans de telles circonstances et de provoquer ainsi une crise qui, n'eût-ce été un simple accident, aurait rendu impossible la réponse au discours de Son Excellence. Et que nous dit-il, M. l'Orateur ? Dans sa déclaration de l'autre jour, il nous informe qu'il avait bien hésité à entrer dans le cabinet de sir Mackenzie Bowell, mais que, de concert avec ses collègues, il avait travaillé loyalement à maintenir l'intégrité au cabinet, et à appliquer les principes ayant servi de base à l'organisation du cabinet. Quelle singulière lumière les événements subséquents n'ont-ils pas jetée sur la déclaration officielle faite par l'honorable ministre ! Voici un fait que je signalerai, M. l'Orateur à votre attention et à celle de la Chambre ; pendant que les échos de la Chambre répétaient encore les dernières paroles de l'ex-ministre des Finances, déclarant que, de concert avec ses collègues il avait travaillé loyalement à appliquer la politique du cabinet, la Chambre, à quelques jours de là, se trouve soudain saisie du célèbre incident Caron-Montague, et lecture y est donnée des lettres en question, établissant le bien-fondé de l'assertion allant à dire que le cabinet, durant l'année écoulée, avait été déchiré par les luttes intestines, les assauts que s'étaient livrés les ministres, fait parfaitement connu de l'honorable ministre, au moment où il affirmait dans sa déclaration, l'union parfaite et loyale des membres du cabinet. Ce n'est pas tout. Un de leurs ex-collègues est venu déclarer au parlement qu'à l'instant même où l'ex-ministre des Finances garantissait la vérité de la déclaration de loyauté et d'union entre les membres du cabinet, cette déclaration n'était pas vraie, car le ministre des Chemins de fer était venu lui dire que "Caron", pour me servir de son expression, devrait être chassé sans retard du cabinet.

La rumeur publique, qui n'a pas été démentie que je sache, veut aussi que le ministre des Chemins de fer et celui des Travaux publics se soient administrés des horions, dans la salle du Conseil privé.

Voilà autant de preuves tendant à prouver l'absence d'union et de loyauté dans le cabinet ; et cependant, l'honorable ministre, en son nom et au nom de ses amis, est venu déclarer en pleine Chambre que l'union et la loyauté régnaient dans le cabinet, déclaration formellement niée par l'ex-contrôleur des Douanes, un de leurs anciens collègues.

Dans les circonstances, il est tout naturel de se poser la question ; le vieux vaisseau mérite-t-il d'être sauvé ? Je réponds dans l'affirmative. Et bien que le pays soit déchiré par des dissensions et des disputes intestines, le vaisseau de l'Etat mérite d'être sauvé, et défendu tant contre ses ennemis extérieurs

que contre ceux de l'intérieur. Nous avons une politique, nous avons un chef, capables de le sauver. Le vaisseau porte à son bord, il est vrai, dans le moment, une cargaison dangereuse ; mais la charpente et la coque du vaisseau sont encore saines ; et avec l'aide d'un bon capitaine et d'un excellent équipage, il pourra passer à travers la tempête et gagner son port de destination. Mais il lui faut une nouvelle mâture, un nouveau capitaine, et il a aussi besoin d'un nouvel équipage ; et le plus tôt les honorables messieurs de la droite iront trouver les propriétaires pour leur remettre le contrat qu'ils ont signé, le mieux ce sera, et pour eux-mêmes, et pour le pays.

M. DAVIN : Allez-vous fournir la sirène ?

M. DAVIES (I.P.-E.) : Tant que vous serez sur le pont, cela ne sera pas nécessaire. Au moment de l'interruption, j'allais signaler à l'attention de la Chambre le fait que la confiance du public, sur laquelle nous devons compter, à titre de législateurs, a subi de rudes assauts depuis le commencement de la session du parlement.

Mon honorable ami a fait allusion à une des sessions du parlement, tenue il y a quelques années. Les honorables députés ont sans doute souvenance du fait qu'à l'époque où éclatèrent les scandales McGreevy-Connolly, exhumés et soumis à l'enquête parlementaire, nous étions d'avis que le Canada avait atteint le dernier degré de la dégradation, et qu'il était impossible de descendre davantage dans l'abîme. Mais survint plus tard l'épisode Caron, et lorsque l'honorable ministre s'écria qu'il aimerait à répéter son exploit, s'il en avait l'opportunité, ce mot nous révéla de nouvelles profondeurs que nous n'avions pu encore soupçonner dans l'abîme de la dégradation.

Subséquentement, le scandale du pont Curran, la maladministration et l'incapacité qui ont présidé à la direction des départements publics sont venus accentuer le manque de confiance qui s'était déjà emparé de l'esprit du public. Et aujourd'hui, rien ne manque à notre humiliation. Et notre humiliation a été encore plus profonde, lorsque nous avons appris qu'à l'incapacité et à la maladministration étaient venues s'ajouter la trahison et la révolte qui ont éclaté au pied même du trône de la vice-royauté. Un jour, M. l'Orateur, on nous dit que le chef du cabinet jouit du respect de ses partisans. Un jour, l'honorable ministre des Chemins de fer vient demander à ses partisans fidélité et loyauté envers celui que lui ou ses collègues déclarent, au banquet offert à M. Bowell à Belleville, digne d'être appelé par Sa Majesté à occuper le poste élevé de premier ministre ; à ce banquet, on invite les fidèles à se rallier autour de l'homme éminent appelé à remplacer à la tête des affaires sir John Thompson. Le parlement s'ouvre, et dans le discours du trône, on laisse entendre que sir Mackenzie Bowell est digne sous tous rapports de demeurer à la tête du cabinet ; et deux ou trois jours après, ces messieurs s'en viennent nous dire que le premier ministre n'a plus les qualités voulues pour remplir sa charge, qu'il est fou. On nous dit en outre qu'il est impossible à ces messieurs d'avoir confiance dans un cabinet ainsi constitué. Et aujourd'hui, on vient nous dire que les conspirateurs sont rentrés au giron ; aujourd'hui, ils mangent au râtelier de l'Etat, obéissant en cela, nous dit le directeur général des Postes, à un sentiment de

M. DAVIES (I.P.-E.)